



# Pas touche aux APL

Au68.fr

En plein été, le gouvernement a annoncé une baisse des aides au logement de 5 euros par mois afin d'économiser 390 millions d'euros par an. Quelque 6,5 millions de ménages, dont 800 000 étudiants (un sur trois), vont voir leurs allocations diminuer dès octobre.

Au moment où le gouvernement envisage de baisser de façon notable l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), les Associations Unies du Haut Rhin (collectif pour le droit au logement pour tous) trouvent scandaleux d'aborder la question des économies budgétaires en s'attaquant aux populations les plus modestes. Trois bénéficiaires des APL sur quatre comptent parmi les 30 % des ménages les plus pauvres.

C'est la prestation sociale qui contribue le plus à la réduction des inégalités.

**Cette mesure est non seulement injuste mais inefficace.**

Si nous constatons ces dernières années une évolution en masse du montant des aides au logement (APL, ALF, ALS), c'est qu'il y a tout simplement une augmentation notable du nombre de bénéficiaires, liée à la montée dramatique de la précarité dans notre pays. Si leur nombre augmente, c'est parce que le montant des retraites est insuffisant, le nombre de personnes sans emploi explose et le revenu des travailleurs précaires ne leur permet plus de vivre décemment de leur travail.

Le premier argument du gouvernement est de dénoncer l'effet inflationniste des aides au logement sur les loyers. Or différents travaux démontrent que « *les aides au logement ne concourent pas tant à une augmentation des loyers qu'à une amélioration de la qualité des logements* », explique ainsi Manuel Domergue, directeur des études à la Fondation Abbé Pierre.

Et par ailleurs « *depuis 2000, les loyers des allocataires ont augmenté deux fois plus vite que les aides qu'ils ont reçues* », note Pierre Madec (économiste OFCE) ». L'argument selon lequel la baisse des APL fera baisser les loyers est donc un mensonge

Face à l'inflation des loyers, le CAU (Collectif des Associations unies) ne cesse d'exiger que l'encadrement des loyers soit appliqué partout.

Par ailleurs la « réforme globale des aides personnelles au logement » annoncée pour l'automne, prévoit une baisse des aides à la pierre (qui soutiennent la construction de logements, notamment sociaux), ou un assouplissement de la loi SRU, qui oblige les communes à atteindre 25 % de logement sociaux,

Toutes ces mesures reviennent à étendre la précarité du marché du travail au secteur du logement. Les économies sur le dos des ménages modestes, pour ne pas imposer les plus riches, ou faire baisser leurs impôts sont toujours d'actualité.

Les signaux envoyés par l'exécutif se concentrent sur des coupes budgétaires tous azimuts, car outre la diminution des APL, 46 millions d'euros de crédits ont aussi été annulés pour la politique de la ville, soit une diminution de 11 % de son budget.

Pourtant les associations unies dans AU68 ne cessent de dénoncer la gravité de la crise du logement, du manque de logements abordables, du nombre d'expulsions, de la pénurie de places d'hébergement. Face à cette situation, « osons la solidarité » : la solution est un effort budgétaire envers les plus modestes, qui est un investissement juste et efficace pour l'avenir.

C'est pourquoi nous participons à la campagne nationale « pas touche aux APL » et demandons l'application pleine et entière du droit au logement et de toutes mesures permettant aux ménages les plus modestes d'accéder de façon digne à un logement et de pouvoir s'y maintenir.

Contact : Adelheid TUFUOR [a-fnars-alsace@wanadoo.fr](mailto:a-fnars-alsace@wanadoo.fr) – 06 58 50 05 79

#### **Associations signataires**

APPONA 68  
ATD Alsace  
CIMADE 68  
Collectif Citoyen Solidaire  
Collectif SDF Alsace  
Emmaüs Cernay  
FNARS Alsace  
Fondation Abbé Pierre  
Fondation de l'Armée du Salut  
Habitat et Humanisme Alsace Sud  
Ligue des Droits de l'Homme  
Maison de la Citoyenneté Mondiale  
MNCP  
PASSERELLE  
UNAFO  
Urgence Welcome  
URIOPSS Alsace